Projet de délibération du 11 septembre 2019 de Mme Christina Kitsos et M. Pascal Holenweg: «Faites votre ville: pour un budget participatif».

(renvoyé à la commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
par le Conseil municipal lors de la séance du 8 octobre 2019)

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Exposé des motifs

A Grenoble, Paris, Lausanne (la liste n'est pas exhaustive) ont été instaurées, comme à Porto Alegre, des pratiques et des procédures de budgets participatifs permettant à la population de proposer directement et de réaliser elle-même des projets de quartier. Cette pratique de démocratie directe concrète n'a jamais été réellement développée à Genève, les consultations organisées d'en haut ne pouvant en tenir compte.

La Ville de Lausanne a invité des groupes d'au moins trois habitants, soutenus par une dizaine d'autres habitants minimum, à proposer jusqu'au 30 avril 2019 des projets locaux pour leurs quartiers. Les projets sélectionnés par la Ville (qui ne doivent pas avoir de but lucratif et être conformes au cadre légal et réglementaire en vigueur) seront soumis au vote populaire (sans distinction d'âge ni de nationalité) jusqu'au 13 septembre 2019, puis réalisés dans les deux ans par ceux qui les ont initiés, avec une subvention publique maximale de 20 000 francs, sachant que des soutiens privés peuvent également être adoptés. Le budget participatif est prévu pour trois ans et disposera de 100 000 francs la première année, de 200 000 francs la deuxième année et de 300 000 francs la troisième année. La Confédération lui accordera 234 000 francs.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de plusieurs de ses membres,

décide:

Article unique. – Il est accordé au Conseil administratif un budget de 1 million de francs, soit 200 000 francs par exercice budgétaire pendant cinq ans, pour l'organisation d'un budget participatif selon les règles suivantes:

- les habitants de la ville, sans discrimination de statut, de nationalité et d'âge, sont invités à proposer des projets à réaliser dans leur quartier;
- ces projets doivent pouvoir être réalisés par les habitants eux-mêmes avec une subvention de la Ville pouvant atteindre au maximum 25 000 francs;
- les projets doivent être présentés par un collectif d'au moins dix personnes à une commission ad hoc comprenant des représentants des associations de quartier et du Conseil municipal. La commission préavisera au Conseil administratif sur les projets à retenir et le montant de la subvention devant leur être accordé;

- un règlement déterminant le fonctionnement de cette commission sera proposé par le Conseil administratif au Conseil municipal dans les trois mois suivant l'adoption de la présente délibération.